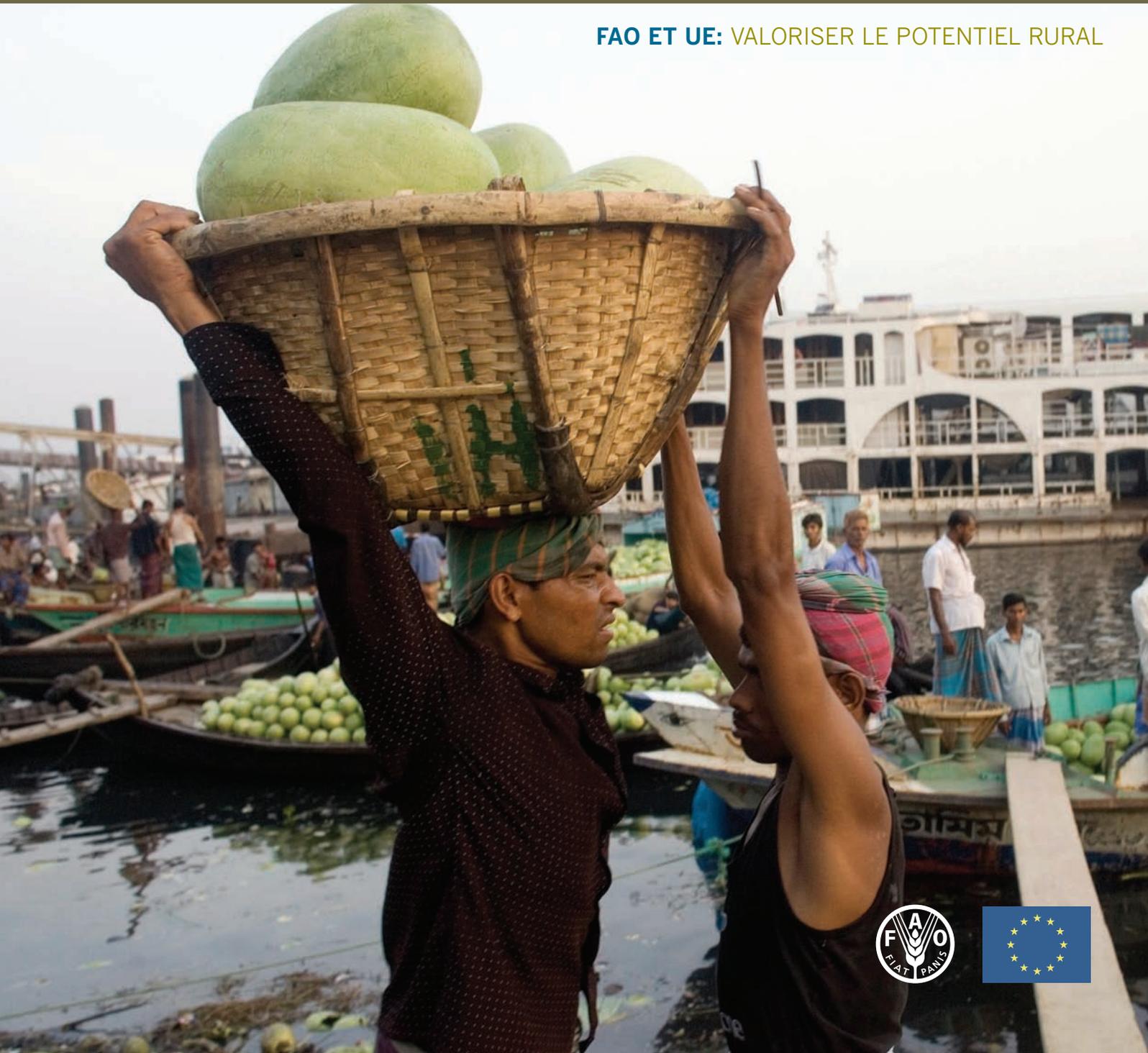


# De la nourriture pour tous

En soutenant le développement rural durable, en particulier en période de crise économique, l'Europe demeure résolument acquise à la cause d'un milliard d'êtres humains qui vont se coucher tous les soirs le ventre vide.

**FAO ET UE:** VALORISER LE POTENTIEL RURAL





## La technologie au service des plus démunis au Myanmar

4 MILE, Commune de Maungdaw, Myanmar

«Nous ne dépensons quasiment plus rien en bois de feu», se réjouit U Kyaw Sein Aung. Depuis l'installation d'une petite unité de biogaz à domicile, cet agriculteur couvre près de 90 pour cent de ses besoins en combustible avec le biogaz.

Entre mars et avril 2009, 75 installations similaires ont été réalisées dans l'État du Nord-Rakhine – où vit U Kyaw Sein Aung – en partie dans le cadre d'une initiative de la FAO financée par l'Union européenne. Ce système emploie des technologies modernes dans le but d'enrayer l'appauvrissement des ressources forestières de la région en développant des sources d'énergie alternatives pour la population croissante qui exploite de plus en plus le bois des forêts.

«L'intégration des nouvelles technologies aux systèmes sociaux des fermiers est d'une importance fondamentale dans les économies à prédominance agricole comme celle du Myanmar», a expliqué Shin Imai, le Représentant de la FAO dans le pays, soulignant que la fourniture de technologies est un des piliers des activités de la FAO financées par l'UE en 2008-2010 à l'appui des agriculteurs les plus pauvres du Myanmar.

Selon Bir Mandal, conseiller technique en chef de la FAO au Myanmar, les autorités locales, encouragées par le succès des installations de biogaz, ont décidé d'en installer 40 autres dans l'État de Rakhine. Et, comme le fait remarquer U Kyaw Sein Aung, elles n'offrent pas seulement du combustible: «Nous nous servons

**«Mes enfants sont bien contents de faire leurs devoirs à la lumière du biogaz».**

*U Kyaw Sein Aung  
Agriculteur*

des résidus du biogaz comme engrais, et surtout, mes enfants sont bien contents de faire leurs devoirs à la lumière du biogaz».

Accroître la production maraîchère est une autre priorité. Au Myanmar, les habitants ont des apports alimentaires en légumes inférieurs aux 300 grammes recommandés par jour. L'adoption, par les autorités, l'UE, la FAO et les partenaires de la société civile, d'un plan d'action pour le renforcement des connaissances et des compétences techniques pour la production de légumes frais en décembre 2008, a été un grand pas en avant.



# Afrique: alliés contre le changement climatique

ACCRA, Ghana

«L'agriculture doit jouer un rôle central dans la réduction des émissions de carbone du continent», a déclaré Maria Helena Semedo, représentante régionale adjointe de la FAO pour l'Afrique, à l'ouverture de la conférence CarboAfrica en novembre 2008.

Plus de 100 participants de la communauté scientifique internationale, des gouvernements et des Nations Unies ont afflué dans la capitale ghanéenne pour examiner les résultats préliminaires de la recherche effectuée par CarboAfrica, un consortium de 15 institutions d'Afrique et d'Europe, dont la FAO, lancée en 2006 avec un budget de 2,8 millions d'euros de la Commission européenne.

Le rôle de l'Afrique subsaharienne dans le système climatique de la planète a fait l'objet de bien peu d'études. Dans le cadre du changement climatique et du Protocole de Kyoto, le traité international ratifié en 1997 visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, CarboAfrica cherche à asseoir la politique de gestion des ressources sur des preuves scientifiques et à renforcer la participation aux marchés du crédit du carbone.

CarboAfrica a étudié les feux de brousse dans le Parc Kruger d'Afrique du Sud, les flux de dioxyde de carbone dans les forêts du Ghana et les modèles climatiques au Soudan. La recherche indique qu'en dépit de sa contribution mineure aux émissions mondiales de gaz à effet de serre dérivant des combustibles fossiles (moins de 4 pour cent du total mondial) – l'Afrique a un rôle majeur dans les changements saisonniers et annuels des émissions mondiales de

**«L'agriculture doit jouer un rôle central dans la réduction des émissions de carbone de l'Afrique.»**

*Maria Helena Semedo  
Représentante régionale adjointe de la FAO pour l'Afrique*

gaz à effet de serre à partir de sources naturelles. Ce qui compte le plus sont les résultats du «cycle du carbone» de l'Afrique, autrement dit la différence entre le carbone capté par photosynthèse dans les vastes forêts et savanes du continent, et le carbone relâché dans l'atmosphère qui résulte des feux de forêt, de la déforestation et de la dégradation des forêts. Jusqu'à présent, il semble que l'Afrique absorberait davantage de carbone de l'atmosphère qu'elle n'en émettrait. Si cela se confirme, cela vaudra dire qu'elle contribue à l'atténuation des gaz à effet de serre.

En soulignant le rôle crucial de l'agriculture, Maria Helena Semedo a insisté sur les responsabilités de la communauté internationale: «Nous devons aller au-devant des agriculteurs d'Afrique. Nous devons leur apprendre à utiliser leurs terres et leurs forêts de façon à ce que le cycle du carbone devienne notre allié dans la lutte contre le changement climatique».

La FAO offre son expertise à CarboAfrica en matière de télédétection et de cartographie par le biais de son Système mondial d'observation terrestre, ainsi qu'en coordonnant la communication et le renforcement des capacités.



## Le retour du manioc

**CIBITOKÉ, Burundi**

**Après des années** de lourdes pertes de manioc causées par un virus ravageur, à l'automne 2008, les agriculteurs ont pu enfin rentrer une bonne récolte de ce qui constitue une des principales denrées vivrières de base de l'Afrique dans toute la région des Grands Lacs.

Cette récolte a été possible grâce à la distribution de plants de manioc exempts du virus à quelque 330 000 petits exploitants des pays touchés – Burundi, Ouganda, République démocratique du Congo et Rwanda – au bénéfice d'environ 1,65 million de personnes.

«Nous avons parcouru un long chemin pour que cette région retrouve son autosuffisance en manioc», explique Cees Wittebrood, du Département d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO).

Chaque habitant de l'Afrique consomme environ 80 kg de manioc par an. Ainsi, lorsqu'une souche agressive d'un virus comme la mosaïque du manioc décime des champs entiers dans toute la région des Grands Lacs, les conséquences sont désastreuses.

En 2006, la FAO a lancé une campagne visant à accroître les capacités de chaque pays de la région par le biais d'une initiative régionale, financée par plusieurs donateurs sous l'égide du département ECHO, qui a contribué pour 3,3 millions d'euros aux différentes opérations de la FAO sur le manioc.

**«Ce n'est pas amer du tout, mais sucré.»**

*Ernest Nduwimana*

*Un agriculteur vante sa nouvelle variété de manioc*

La province septentrionale de Cibitoke au Burundi est l'épicentre de l'épidémie de mosaïque du manioc. Ses champs, stériles il y a seulement un an, sont désormais un foisonnement de feuilles vertes de manioc. «Ce n'est pas amer du tout, mais sucré», affirme Ernest Nduwimana, un jeune agriculteur montrant une énorme racine de manioc qu'il vient de déterrer.

La récolte a été bonne cette année, se réjouit Ernest. Il a assez pour nourrir sa famille jusqu'à la prochaine récolte qu'il se prépare déjà à planter avec des boutures de ses propres plants. Puis, après une dure journée de labeur, il rentre à la maison où sa mère a cuisiné du *bugari*, un plat local à base de farine de manioc, servi avec des haricots et du poisson.



## Surveiller la flambée des prix

EREVAN, Arménie

Ce petit pays du Caucase a vu les prix du carburant et de la nourriture grimper en flèche en 2007-2008. Le gouvernement s'est efforcé de protéger les plus vulnérables en relevant le salaire minimum, les pensions et l'assistance sociale.

Mais dans quelle mesure accroître les paiements? C'est là que des statistiques précises, à jour et faciles à utiliser s'avèrent indispensables. Le Service national de statistiques arménien suit le coût de 200 denrées alimentaires dans tout le pays tous les dix jours. Le Ministère de l'agriculture et le Service météorologique recueillent également des données sur la production vivrière et la météo. Une fois rassemblées, ces données dressent un tableau de la situation du pays et aident le gouvernement à prendre des décisions de politique avisées.

Pour gérer cette mine de données de multiples sources, le gouvernement arménien s'est servi d'un système de gestion de l'information fourni par la FAO en 2006, la Station de travail du SMIAR (Système mondial d'information et d'alerte rapide). Celle-ci a été mise au point dans le cadre du Programme FAO-CE d'information pour l'action financé par la Communauté européenne, visant à renforcer les capacités des pays à générer des informations et une analyse sur la sécurité alimentaire, cruciales pour les politiques de lutte contre la faim.

**«Nous avons accès à plus d'informations».**

Anahit Avetisyan  
Chef des statistiques sur la sécurité alimentaire  
en Arménie fait l'éloge des nouvelles technologies

Les stations de travail de différents ministères arméniens sont en réseau avec des stations à l'étranger pour faciliter la collaboration et le partage d'informations entre statisticiens, analystes et décideurs.

«Cela fait gagner du temps et permet l'accès à davantage d'informations», explique Anahit Avetisyan, Chef de la Division des statistiques sur la sécurité alimentaire au Service national de statistiques basé dans la capitale, Erevan. «La station effectue des mises à jour très rapides de l'information et est très facile à utiliser».

Mme Avetisyan signale que la Division attend impatiemment la prochaine version du logiciel pour perfectionner leur service.

La nouvelle version offre des données beaucoup plus vastes, non seulement de la FAO, mais aussi du Fonds monétaire international, de l'Organisation mondiale de la santé et de la Banque mondiale, y compris de collections importantes comme les indicateurs du développement dans le monde et les enquêtes sur le budget des ménages.

Plus sur le Programme CE-FAO Sécurité alimentaire: Information pour l'action:

[http://www.foodsec.org/index\\_fr.htm](http://www.foodsec.org/index_fr.htm)



## Affronter la sécheresse

AFKABA, Kenya

**Un beau matin.** Thalasso Badage, une jeune femme Gabbra, attache deux jerrycans sur le dos d'un chameau. Une fois la charge fixée, le chameau se lève et rejoint la caravane qui s'ébranle.

Dans la plaine qui mène au bassin pluvial, au pied de la montagne d'Afkaba, il est difficile d'imaginer que ce terrain de roches volcaniques sombres émaillées de quelques herbages puisse servir de pâturage.

Les Gabbra, une tribu d'éleveurs de chameaux du nord du Kenya, se sont adaptés à leur rude environnement. Mais avec un nombre croissant de bouches à nourrir et des rivalités sur des ressources limitées, la pression monte et les rend de plus en plus vulnérables aux chocs, comme la flambée des prix alimentaires. Début 2009, l'ONU a mis en garde que 20 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence dans la Corne de l'Afrique.

«Nous nous efforçons de dénicher de l'eau là où il n'y en avait pas auparavant», explique Lammert Zwaagstra, du Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), qui pilote les efforts de l'UE visant à aider les communautés pastorales de Djibouti, d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda et de Somalie à atténuer l'impact de la baisse des précipitations.

En collaboration avec la FAO et les ONG, en 2006, ECHO a financé un programme triennal intitulé Décision régionale contre

### «Nous nous efforçons de trouver de l'eau.»

*Lammert Zwaagstra  
Commission européenne*

la sécheresse, d'un montant de 40 millions d'euros, ciblé sur la gestion de l'eau, l'élevage et la prévention des conflits.

Pendant ce temps, la quête d'eau et de pâturages est le lot quotidien des communautés pastorales. Thalasso Badage descend dans une gorge rocheuse. Derrière un barrage en pierres, elle trouve de l'eau qui confère à ce lieu une aura magique, au beau milieu de cet environnement aride. ECHO a aidé à construire une canalisation le long de la gorge, qui amène l'eau à un robinet où Thalasso remplit ses bidons, puis à un abreuvoir pour les animaux.

Une fois les jerrycans remplis, Thalasso s'apprête à rentrer. Elle préférerait rester à la maison, avoue-t-elle. C'est fatigant de charger les animaux, de descendre et de remonter ce chemin escarpé... Mais elle sait bien qu'elle n'a pas le choix. «Dans un environnement comme celui-ci, la vie pastorale est la seule possible.»



## Récupérer le savoir-faire agricole

RAMVIJA, Burundi

**Les agriculteurs** se pressent à venir donner un coup de main à Sylvestre Bucumi pour creuser des tranchées dans son champ situé dans le district de Ramvija au sud du Burundi, où il cultive des bananes, du maïs et des haricots

Il s'agit d'un effort collégial, raconte-t-il, expliquant qu'ensemble, les agriculteurs s'occupent également des champs de tous les autres. «Même notre Président a dit: «Il est temps d'unir nos forces.»

Les cultivateurs creusent des tranchées transversales pour capturer les substances nutritives de la couche arable qui, sinon, risquerait d'être balayée par la pluie. «C'est un moyen de conserver le peu d'engrais dont nous disposons», explique Cassien Nsanzurwimo, qui supervise le travail.

Nsanzurwimo a reçu une formation de vulgarisateur dans le cadre d'un programme à l'échelle nationale. En 2006, le gouvernement a embauché 2 803 vulgarisateurs, un pour chaque colline du pays, la plus petite unité administrative du Burundi. Grâce à 1,5 million d'euros de l'Union européenne, la FAO aide le gouvernement du Burundi à former ces nouveaux vulgarisateurs.

Durant un cours organisé dans la ville méridionale de Makamba, le formateur Elie Gikoro parle des maladies des plantes. Pour chaque culture, il explique les risques, les symptômes et comment intervenir. «Pour accroître la production agricole

**«Il est fondamental de renforcer les capacités de nos agriculteurs».**

*Elie Gikoro  
Formateur*

au Burundi, il est fondamental de renforcer les capacités des agriculteurs», dit-il.

Bien que le groupe de 139 étudiants de Makamba ne compte que six femmes, Godeliève Niterika ne voit pas pourquoi il ne devrait pas y en avoir plus. «Un agriculteur qui comprend un vulgarisateur comprend tout aussi bien une vulgarisatrice», soutient-elle.

C'est un travail important, estime-t-elle. «Il y a tant de choses à enseigner aux agriculteurs. Non seulement comment lutter contre les maladies, mais aussi comment utiliser les engrais ou comment semer», dit-elle. Mais il faut d'abord recevoir une formation, ajoute-t-elle. «Tout simplement parce qu'on ne peut pas donner ce qu'on n'a pas.»

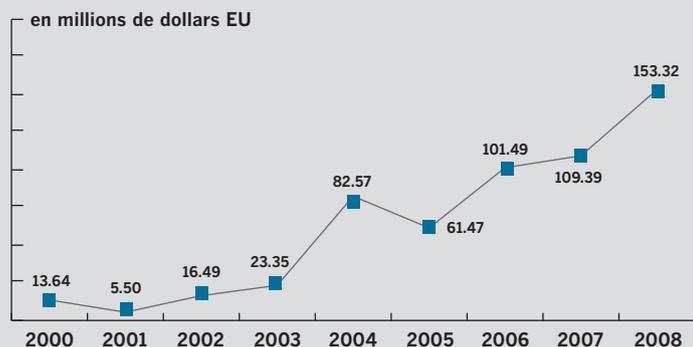
**Plus sur le Burundi:** <http://www.fao.org/news/story/fr/item/9264/icode/>

<http://www.fao.org/news/story/fr/item/9283/icode/>, [http://www.fao.org/french/newsroom/photos/Burundi\\_galleryweb-fr/](http://www.fao.org/french/newsroom/photos/Burundi_galleryweb-fr/)

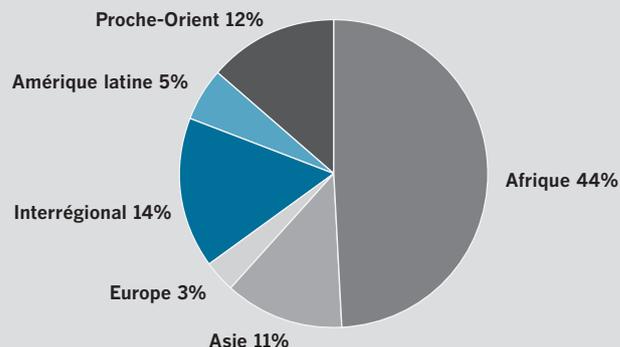
## FAO ET UE: VALORISER LE POTENTIEL RURAL

L'Union européenne est un des partenaires les plus fidèles et généreux de la FAO pour la promotion du développement rural durable et l'amélioration des conditions de vie des pauvres. L'UE et la FAO s'emploient à combattre la pauvreté à sa racine en travaillant en étroite collaboration dans les pays en développement pour améliorer la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, en utilisant la recherche pour une meilleure sécurité sanitaire et qualité des aliments, en stimulant la collecte d'informations pour concevoir des politiques, en partageant le savoir-faire ainsi qu'en faisant intervenir les partenaires dans l'élaboration de politiques.

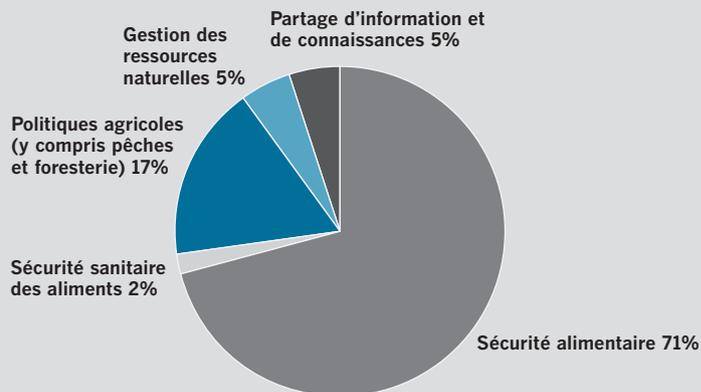
### Contributions de l'UE au programme de terrain de la FAO, y compris les urgences (2000-2008)



### Coopération FAO-UE par nombre de projets et par région, y compris les situations d'urgence (2007)



### Coopération FAO-UE par valeur et thème (2008)



Pour tout complément d'information, veuillez contacter:

Service de développement du Programme de terrain  
Département de Coopération technique  
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Viale delle Terme di Caracalla  
00153 Rome (Italie)  
Téléphone: +39 06 5705 2252  
Télécopie: +39 06 5705 6885  
Courriel: TCAP-Chief@fao.org

[www.fao.org/europeanunion](http://www.fao.org/europeanunion)



[www.fao.org](http://www.fao.org)



[www.europa.eu](http://www.europa.eu)

Crédits photos: Couverture ©FAO/Giulio Napolitano; page 2 ©FAO/Giuseppe Bizzarri; page 3 ©FAO/Giulio Napolitano; page 4 ©FAO/Giulio Napolitano; page 5 ©FAO/Johan Spanner; page 6 ©FAO/Giulio Napolitano; page 7 ©FAO/Giulio Napolitano.

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de la communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)

© FAO 2009